

dans le sang, de la monarchie iraquienne pro-occidentale poussa immédiatement le Liban à demander un appui militaire, et des troupes américaines et britanniques débarquèrent au Liban et en Jordanie pour protéger les gouvernements en place à Beyrouth et à Amman. L'intervention américaine déclencha les protocoles du NORAD d'intervention immédiate et fit voir à Ottawa, pour la première fois, les conséquences imprévues et la grande portée de la coopération en matière de défense nord-américaine [document 66]. Finalement, en août 1958, une séance extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies fut convoquée pour désamorcer la crise. À la déclaration empreinte de modestie habituelle propre aux Canadiens que Sidney Smith fit à New York, à savoir qu'il « n'avait pas honte de la contribution canadienne » au débat spécial des Nations Unies [document 382], les Américains eurent une réaction plus flatteuse. Le secrétaire d'État américain John Foster Dulles loua en effet les efforts diplomatiques d'Ottawa « ayant rendu possible une issue heureuse » [document 383].

Comme la plus grande partie des documents du chapitre III l'indiquent, les thèmes de la guerre froide ont dominé la politique étrangère canadienne en Extrême-Orient. Ottawa s'intéressait vivement aux enjeux politiques concernant la Chine communiste. Désirant développer les échanges commerciaux avec la Chine, les hauts fonctionnaires canadiens évaluèrent de nouveau les avantages de reconnaître le gouvernement de Pékin avant de décider qu'« aucun argument décisif ne faisait pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre » [document 466]. Washington, bien sûr, resta farouchement opposé à tout changement de la position traditionnelle de l'Ouest, qui était de ne pas reconnaître la Chine communiste. Le président Eisenhower insista là-dessus au cours des discussions personnelles qu'il eut avec le premier ministre Diefenbaker [document 7], tandis que le département d'État fit suivre la démarche du président d'un aide-mémoire « complet mais quelque peu dogmatique » [document 468] en août 1958, qui insistait sur le maintien d'un front commun occidental.

Le débat diplomatique sur la reconnaissance du gouvernement de Pékin fut rapidement balayé par l'irruption d'une autre crise grave dans le détroit de Taiwan. Les conséquences stratégiques des actions militaires américaines dans le Pacifique amenèrent Sidney Smith à prévenir personnellement l'ambassadeur américain que le gouvernement canadien était « profondément préoccupé » par la crise et par les complications que pourraient entraîner une déclaration d'intervention d'urgence immédiate par les commandants du NORAD, impliquant les forces de défense aérienne canadiennes [document 427]. Tout au long de la crise, les hauts fonctionnaires canadiens à Washington et ceux aux Nations Unies, à New York, suivirent la situation avec un vif intérêt jusqu'à la diminution graduelle des tensions dans la région en octobre 1958.

Le Canada resta concerné de fort près par la guerre froide asiatique en raison de son adhésion aux commissions internationales de surveillance et de contrôle. Pour le Laos et le Cambodge, Ottawa jugea que les commissions avaient eu leur utilité, mais que le temps était venu de les dissoudre. Le présent volume relate les tractations diplomatiques auxquelles a donné lieu la décision du Cabinet d'avril 1958 de se retirer unilatéralement de la Commission du Laos si l'Inde et la Pologne en refusaient la dissolution; la Commission ajourna finalement *sine die* en juillet. Toutefois, le volume ne compte aucun document sur la Commission du Cambodge, car l'impasse créée par la dissolution de la Commission en 1956 – documents dans le volume 23 – ne fut pas résolue au cours de la période visée ici. Arthur Blanchette, chef de la délégation canadienne à